

Séance ordinaire du 9 juin 2003

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce neuvième jour du mois de juin deux mille trois, à dix-neuf heures quarante à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier et Alain Lemaire, Jocelyn Olivier formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Assistent à la séance : Jean Dubé, directeur général et Danielle Bilodeau, greffière.

Est absent : le membre du Conseil Pierre Gagné.

CV-2003-04-66

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 9 juin 2003 tel que modifié par le retrait de l'affaire suivante :

« 29. Développement et aménagement du territoire

Modification du plan d'intervention du programme Renouveau urbain

[Réf. : DAT-DET-2003-120](#) ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-67

Période de questions

Environ 50 personnes assistent à la séance. Plusieurs personnes posent des questions et émettent des commentaires. Des personnes déposent des documents concernant :

- ? un chemin mitoyen situé près de la résidence sise au 30, rue Saint-Joseph, (secteur Lévis) ;
- ? la réfection d'une partie du chemin du Sault (secteur Saint-Romuald) ;
- ? une demande de construction d'un parc de rouli-roulant (secteur Saint-Nicolas) ;
- ? un problème d'eau potable (secteur Pintendre).

CV-2003-04-68

Approbation du procès-verbal des séances du Conseil de Ville des 6, 12 et 20 mai 2003

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

D'approuver le procès-verbal des séances du Conseil de Ville tenues les 6, 12 et 20 mai 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-69

Dépôt du procès-verbal des séances du Comité exécutif des 6, 7, 12, 14, 20, 21 et 28 mai 2003

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif tenues les 6, 7, 12, 14, 20, 21 et 28 mai 2003 est déposé.

CV-2003-04-70

Désignation d'un représentant à la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière

Attendu qu'il y a lieu de désigner un membre du Conseil de la Ville à titre de représentant de la Ville pour siéger au sein de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière suite au départ du membre du Conseil de la Ville Marc Picard ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-56 ;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De désigner le membre du Conseil de la Ville Jocelyn Olivier à titre de représentant de la Ville pour siéger au sein de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière suite au départ de Marc Picard, ex-membre du Conseil de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-71

Désignation d'un représentant à la Société de transport de Lévis

Attendu qu'il y a lieu de désigner un membre du Conseil de la Ville à titre de représentant de la Ville pour siéger au sein de la Société de transport de Lévis suite au départ du membre du Conseil de la Ville Marc Picard ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-56 ;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De désigner le membre du Conseil de la Ville Jocelyn Olivier à titre de représentant de la Ville pour siéger au sein de la Société de transport de Lévis en remplacement de Marc Picard, ex-membre du Conseil de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-72**Désignation d'un représentant substitut à l'Agence de mise en valeur des forêts privées des Appalaches**

Attendu que la Ville est partenaire de l'Agence de mise en valeur des forêts privées des Appalaches ;

Attendu qu'il y a lieu de désigner un représentant substitut du Maire de la Ville pour les besoins de l'assemblée annuelle de l'organisme et de son conseil d'administration 2003-2004 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De désigner Benoît Chevalier, conseiller à la planification, pour agir à titre de représentant substitut au Maire pour représenter la Ville au sein de l'Agence de mise en valeur des forêts privées des Appalaches.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-73**Appui à la demande d'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie du lot 45-1-P du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph (boul. de la Rive-Sud, secteur Lévis)**

Attendu qu'une demande d'autorisation visant l'utilisation à des fins autres que l'agriculture sur une partie du lot 45-1-P a été présentée par Aliette Beaudet à la Commission de protection du territoire agricole du Québec et ce, pour la construction d'une résidence ;

Attendu qu'un avis sur la demande doit être transmis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec par la Ville ;

Attendu qu'il convient d'abroger la résolution CV-2003-03-11 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'aviser la Commission de protection du territoire agricole du Québec que la Ville appuie la demande présentée par Aliette Beaudet visant l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à des fins autres que l'agriculture du lot 45-1-P du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Pointe de Lévy pour la construction d'une résidence sur une superficie de 9 800 mètres carrés.

D'abroger la résolution CV-2003-03-11 « Demande d'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie du lot 45-1-P du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph (boul. de la Rive-Sud, secteur Lévis) ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-74

Désignation de membres du Conseil de Ville au comité exécutif du Conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches

[Réf. : DG-2003-053](#)

Attendu que le Conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches tiendra sa prochaine assemblée annuelle le 12 juin 2003 et qu'il y a lieu de désigner deux membres du Conseil de la Ville au Comité exécutif de l'organisme tel que prévu par les règlements généraux de ce dernier ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De recommander au conseil d'administration du Conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches de désigner le maire Jean Garon et le membre du Conseil de la Ville Pierre Brochu pour siéger à titre de représentants de la Ville au sein du comité exécutif de cet organisme.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-75

Commandite dans le cadre du concours hippique de Breakeyville

[Réf. : DG-2003-051](#)

Attendu la tenue du 25^{ième} anniversaire du concours hippique de Breakeyville du 22 au 27 juillet 2003 ;

Attendu la visibilité qui sera accordée à la Ville en terme de promotion et des retombées économiques ;

Attendu la subvention de 4 000 \$ versée l'an dernier pour cet événement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De verser une commandite de 4 000 \$ pour la tenue de l'événement du concours hippique de Breakeyville additionnée d'une somme de 2 000 \$ en raison du 25^e anniversaire de ce concours, à la condition qu'un protocole de visibilité de la Ville soit négocié par le Commissaire industriel au plan touristique et promotionnel.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-76

Acquisition de l'Îlot Saint-Gabriel (secteur Lévis)

Réf. : [DG-2003-037](#)

Attendu que la Ville a soumis à la Commission scolaire des Navigateurs une proposition d'acquisition de l'Îlot Saint-Gabriel (secteur Lévis);

Attendu la contre-proposition formulée par la Commission scolaire des Navigateurs;

Attendu la décision prise par la Ville en regard de cette contre-proposition, par la résolution CV-2003-01-69;

Attendu que la Commission scolaire des Navigateurs, par sa résolution CC-02-03-837, a formulé une autre contre-proposition demandant à la Ville de mettre à sa disposition un certain nombre de cases de stationnement pour les besoins des usagers de l'École Notre-Dame à même le parc de stationnement public que la Ville projette d'agrandir en bordure de la rue Saint-Thomas (secteur Lévis);

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-73 telle que modifiée lors de la séance tenue le 9 juin 2003;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De ne pas accepter la contre-proposition de la Commission scolaire des Navigateurs formulée par sa résolution CC-02-03-837 relativement à l'acquisition de l'Îlot Saint-Gabriel par la Ville, de réitérer la proposition de la Ville contenue à la résolution CV-2003-01-69 et de fixer au 30 juin 2003 la date d'expiration de cette proposition.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-77

Vente d'une partie du lot 2 159 040 du cadastre du Québec à Bégin Bronze-Urnes ltée (rue Perreault, secteur Saint-Romuald)

Réf. : [DG-2003-039](#)

Attendu qu'une offre d'achat a été déposée par Bégin Bronze-Urnes ltée concernant le lot 2 157 543 du cadastre du Québec, situé dans le parc industriel du secteur Saint-Romuald mais qu'un tiers s'est prévalu de son droit de premier refus sur cet immeuble ;

Attendu que cette offre visait également une partie du lot 2 159 040 du cadastre du Québec, situé dans le parc industriel du secteur Saint-Romuald ;

Attendu que l'acheteur s'engage à y construire un édifice d'une superficie minimale de 3 200 pieds carrés ;

Attendu les impacts économiques à être générés par ce projet ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-16 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De rejeter l'offre reçue de Bégin Bronze-Urnes ltée pour l'acquisition du lot 2 157 543 du cadastre du Québec puisque la corporation Isotex-Pro international inc. s'est prévaluée de son droit de premier refus en faisant une offre à la Ville aux mêmes prix et conditions.

De vendre une partie du lot 2 159 040 du cadastre du Québec d'une superficie d'environ 2 700 mètres carrés à Bégin Bronze-Urnes ltée, au prix de 9,15 \$ le mètre carré, le tout selon les termes de l'offre d'achat annexée à la fiche de prise de décision DG-2003-039, à la condition de conserver une zone tampon, d'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'acte de vente et d'affecter le produit net de la vente de ce terrain à la réserve financière pour fins de développement du territoire.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-78

Vente du lot 2 157 543 du cadastre du Québec à Isotex-Pro international inc. (rue Perreault, secteur Saint-Romuald)

[Réf. : DG-2003-040](#)

Attendu qu'une offre d'achat a été déposée par Isotex-Pro international inc. concernant le lot 2 157 543 du cadastre du Québec situé dans le parc industriel du secteur Saint-Romuald suite à l'exercice du droit de premier refus qu'il détenait sur ce lot;

Attendu les impacts économiques à être générés par ce projet;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-17 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De vendre le lot 2 157 543 du cadastre du Québec d'une superficie de 2 700 mètres carrés à Isotex-Pro international inc., au prix de 9,15 \$ le mètre carré, le tout selon les termes de l'offre d'achat annexée à la fiche de prise de décision DG-2003-040, à la condition de conserver une zone tampon, d'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'acte de vente et d'affecter le produit net de la vente de ce terrain à la réserve financière pour fins de développement du territoire.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-79

Acquisition des lots 63-6 et 66-7-P du cadastre de la paroisse Saint-Joseph (parc industriel Lauzon, secteur Lévis)

[Réf. : DG-2003-041](#)

Attendu le projet d'aménagement d'une voie de desserte autoroutière dans le secteur du parc industriel Lauzon, dans le prolongement de la rue des Riveurs;

Attendu le projet d'expansion du parc industriel Lauzon vers l'Est et la nécessité de pouvoir disposer de nouveaux terrains à cette fin;

Attendu les termes et conditions de l'offre d'achat soumise par la Ville concernant les lots 63-6 et 66-7-P du cadastre de la paroisse Saint-Joseph d'une superficie de 844 047 pieds carrés et son acceptation par le propriétaire de ces lots;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-00 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'acquérir les lots 63-6 et 66-7-P du cadastre de la paroisse Saint-Joseph d'une superficie totale de 844 047 pieds carrés et selon les termes et conditions de l'offre d'achat annexée à la fiche de prise de décision DG-2003-041 et ce, pour une considération globale de 30 000 \$, plus taxes, de financer les frais inhérents à cette transaction ainsi que les honoraires professionnels s'y rattachant à même la réserve financière pour fins de développement du territoire et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document donnant plein effet à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-80

Bail à intervenir avec 2545-8639 Québec inc. concernant le local du 45 B Dorimène-Desjardins (secteur Lévis)

[Réf. : DG-2003-034](#)

Attendu les besoins immédiats en locaux pour les employés du Service des approvisionnements et de la Direction de la vie communautaire du secteur Lévis;

Attendu que l'espace disponible au 45 B Dorimène-Desjardins est lié à un bail mensuel avec la compagnie 2545-8639 Québec inc., propriétaire de l'immeuble;

Attendu que la compagnie 2545-8639 Québec inc. a reçu une offre de location pour un terme de trois ans avec option de renouvellement au montant de 3 167 \$ / mois pour le local loué par la Ville sur une base mensuelle au montant de 2 128 \$;

Attendu l'obligation de libérer les locaux car le nouveau locataire occupe les lieux depuis le 31 mai 2003;

Attendu la proposition de la compagnie 2545-8639 Québec inc. à l'effet de réaménager sans frais pour la Ville un autre local situé au 45 B Dorimène-Desjardins à la condition de signer un nouveau bail de un (1) an au montant de 2 128 \$ / mois plus taxes;

Attendu que les sommes sont prévues au budget 2003 et qu'il n'y a pas d'autres locaux disponibles à court et moyen terme;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-43 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer le bail à intervenir avec 2545-8639 Québec inc. pour la location d'un local situé au 45 B Dorimène-Desjardins (secteur Lévis), pour la période du 15 mai 2003 au 14 mai 2004, renouvelable mensuellement au montant de 2 128 \$, plus taxes et de ratifier la confirmation à la compagnie 2545-8639 Québec inc. à l'effet que la Ville libérerait le local actuel pour le 30 avril 2003, le tout, sous réserve que les virements de fonds requis pour couvrir le coût du nouveau bail et tous les frais afférents au déménagement soient effectués.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-81

Décret de travaux de voirie pour l'année 2003

Attendu les travaux de voirie priorisés en 2003 par les membres de chacun des Conseils d'arrondissement pour chacun de leur territoire;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De décréter pour l'année 2003 les travaux de voirie dont la liste est annexée à la présente résolution, tel que modifiée par le retrait de ce qui suit quant au secteur Pintendre : « 2 - 3^{ième} Avenue, près cimetière, bordures, 9 900,00 \$ ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-82

Dépôt du rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées

Le rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées est déposé.

CV-2003-04-83

Adoption de la Politique d'utilisation du drapeau de la Ville

[Réf. : COM-2003-020](#)

Attendu que le drapeau de la Ville symbolise la communauté lévisienne;

Attendu qu'il est nécessaire, pour uniformiser son utilisation, de préciser la façon de l'installer sur la hampe et de déterminer son utilisation à l'intérieur et à l'extérieur;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'adopter la Politique d'utilisation du drapeau annexée à la fiche de prise de décision COM-2003-020.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-84

Financement d'une étude dans le cadre de la revitalisation du Vieux Saint-Nicolas [Réf. : DAT-2003-012](#)

Attendu qu'un groupe de citoyens du secteur Saint-Nicolas ont entrepris plusieurs démarches afin de réaliser le projet de revitalisation du Vieux Saint-Nicolas ;

Attendu que La Fondation Rues principales a déposé une offre de services permettant d'établir un diagnostic et un scénario de revitalisation par l'évaluation de la situation selon les perceptions du milieu;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-66 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De financer le coût de l'étude requise pour établir un diagnostic et un scénario de développement dans le cadre de la revitalisation du Vieux Saint-Nicolas et s'élevant à la somme de 20 704,50 \$, taxes incluses, à même le surplus de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-85

Subventions à Rues principales Saint-Romuald inc. pour le projet de réalisation de panneaux historiques [Réf. : DAT-2003-018](#)

Attendu que l'organisme Rues Principales Saint-Romuald inc. a présenté une demande de subvention à la Ville afin de compléter ses projets de réalisation de panneaux d'interprétation historique dans les parcs du secteur Saint-Romuald ;

Attendu que quatre des six panneaux prévus ont été payés par l'ex-Ville de Saint-Romuald ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder à l'organisme Rues principales Saint-Romuald inc. une subvention de 6 000 \$ afin de compléter ses projets de réalisation de panneaux d'interprétation historique dans

les parcs du secteur Saint-Romuald et de financer cette dépense à même le surplus de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-86

Subvention à Rues principales Saint-Romuald inc. pour la réalisation de ses activités

[Réf. : DAT-2003-019](#)

Attendu que Rues principales Saint-Romuald inc. est un organisme reconnu par la Ville ayant bénéficié d'une subvention en 2002 et qu'il y a lieu de verser la second partie de la subvention 2003 pour les mois de juillet à décembre;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder à l'organisme Rues principales Saint-Romuald inc. une subvention de 36 061,50 \$ pour la réalisation de ses activités pour les mois de juillet à décembre 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-87

Entente à intervenir avec les Boisés de St-Rédempteur (1990) inc. concernant la réalisation de travaux de voirie sur une partie de la rue Versailles et une partie de la rue Périgord (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)

[Réf. : DAT-DET-2003-087](#)

Attendu que Les Boisés de St-Rédempteur (1990) inc. désire ériger 5 résidences sur la rue Versailles (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) ;

Attendu qu'une entente est intervenue entre la Ville et le promoteur pour l'exécution des travaux de voirie, pavage et bordure de béton de cette rue ainsi que sur une partie de la rue Périgord (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon);

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-67 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec Les Boisés de St-Rédempteur (1990) inc. concernant la réalisation de travaux de voirie sur une partie de la rue Versailles et une partie de la rue Périgord (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon), telle qu'annexée à la fiche de prise de décision DAT-DET-2003-087.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-88

Abrogation de la résolution CV-2003-03-05 « Acceptation du principe de lotissement pour le prolongement des rues Fauré et Massenet et l'ouverture d'une rue (secteur Lévis) »

[Réf. : DAT-DET-2003-103](#)

Attendu que le Conseil de la Ville acceptait le principe de lotissement pour le prolongement des rues Fauré et Massenet (secteur Lévis) et autorisait le Maire et la Greffière à signer l'entente permettant ce développement à intervenir avec Douville, Moffet & Associés inc. par la résolution CV-2003-03-05 ;

Attendu que Desjardins Sécurité Financière Compagnie d'Assurance Vie agira comme promoteur de ce projet en remplacement de Douville, Moffet et Associés inc. ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-06 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'abroger la résolution CV-2003-03-05 « Acceptation du principe de lotissement pour le prolongement des rues Fauré et Massenet et l'ouverture d'une rue (secteur Lévis) ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-89

Acquisition du lot 29-1 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin et des lots 2 157 459 et 2 159 052 du cadastre du Québec ainsi que d'une partie du lit de la rivière Etchemin

[Réf. : DAT-DET-2003-060](#)

Attendu la promesse de vente intervenue entre Henri Beaudry et la Ville le 2 juin 2003 concernant les lots 29-1 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, 2 157 459 et 2 159 052 du cadastre du Québec incluant une partie du lit de la rivière Etchemin d'une superficie de 125 894,6 mètres carrés ;

Attendu le haut potentiel de cette rivière sur le plan récréotouristique ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

D'accepter la promesse de vente des lots 29-1 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin et 2 157 459 et 2 159 052 du cadastre du Québec, incluant le lit de la rivière contigu à ces lots, signée par Henri Beaudry le 2 juin 2003 et d'acquérir ces lots et cette partie du lit de la rivière Etchemin au prix de 320 000 \$, payable au plus tard le 31 mars 2004, selon les termes de cette promesse de vente, d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet et de financer cette acquisition à même la réserve financière pour fins du développement du territoire selon les fonds disponibles au

moment de la signature du contrat et le solde, le cas échéant, à même le fonds de roulement remboursable sur une période d'un an.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Anne Ladouceur et Danielle Roy Marinelli.

Adoptée à la majorité

CV-2003-04-90

Cession d'une servitude de vue et de tolérance ou d'empiètement du débord de toit en faveur du lot 164 du cadastre du village de Bienville (30, rue Saint-Joseph, secteur Lévis)

[Réf. : DAT-DET-2003-116](#)

Attendu l'existence de fenêtres du côté sud-ouest de la propriété sise sur le lot 164 du cadastre du village de Bienville (30, rue Saint-Joseph, secteur Lévis), lesquelles donnent des vues indirectes sur le lot voisin ;

Attendu l'empiètement de débord de toit de cette même propriété ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De céder à titre gratuit une servitude de vue et de tolérance ou d'empiètement du débord de toit sur le lot 165 du cadastre du village de Bienville en faveur du lot 164 de ce cadastre et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-91

Vente du lot 2 900 118 du cadastre du Québec (secteur Lévis) au Centre de la petite enfance La Petite Grenouille (1985) inc.

[Réf. : DAT-DET-2003-091](#)

Attendu que Le Centre de la petite enfance La Petite Grenouille (1985) inc. projette d'implanter une garderie d'environ soixante (60) places dans le secteur Pintendre;

Attendu que la Ville a entériné par la résolution CV-2002-08-37 la décision de l'ex-ville de Pintendre à l'effet de vendre à titre gratuit le lot 2 900 118 du cadastre du Québec au Centre de la petite enfance La Petite Grenouille (1985) inc.;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-78 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De vendre le lot 2 900 118 du cadastre du Québec au Centre de la petite enfance La Petite Grenouille (1985) inc., à titre gratuit, et d'établir en faveur de l'immeuble vendu une servitude de passage et de stationnement, le tout selon les termes de l'acte de vente annexé à la fiche de prise de décision DAT-DET-2003-091 et d'autoriser le Maire et la Greffière à le signer.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-92

Ajustement de la subvention du ministère de la Culture et des Communications versée à l'ex-Ville de Lévis concernant l'acquisition et la réalisation des travaux relatifs à l'ancien chantier maritime A.C. Davie

[Réf. : DAT-DET-2003-096](#)

Attendu que l'acquisition de l'ancien chantier maritime A.C.Davie par l'ex-Ville de Lévis en 1994 de même que les travaux prévus, ont regroupé plusieurs partenaires financiers dont le ministère de la Culture et des Communications, le secrétariat aux affaires régionales, le Service canadien des parcs et la Ville;

Attendu que le ministère de la Culture et des Communications et l'ex-Ville de Lévis ont signé une convention stipulant que la contribution financière de la Ville est établie à 42.7% (soit un montant de 665 000 \$ sur un coût total de 1 565 000 \$) et que la subvention du ministère, d'un montant de 300 000 \$, est versée selon les échéanciers en capital et intérêts de remboursement du prêt à long terme contracté par la Ville auprès de l'institution prêteuse;

Attendu que le Service canadien des parcs a ajusté à la hausse le montant de sa subvention au projet, passant de 350 000 \$ à 400 000 \$ et que le ministère de la Culture et des Communications a refait ses calculs en fonction de cette hausse de manière à toujours maintenir la participation de la Ville à 42,7%, diminuant ainsi sa subvention d'une somme de 7 345 \$;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-97 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'autoriser la signature par le Maire et la Greffière des documents relatifs à l'ajustement de la subvention du ministère de la Culture et des Communications versée à l'ex-Ville de Lévis concernant l'acquisition et la réalisation des travaux relatifs à l'ancien chantier maritime A.C. Davie, tels qu'annexés à la fiche de prise de décision DAT-DET-2003-096.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-93

Appui au gouvernement du Québec dans sa demande d'aide financière auprès du gouvernement du Canada pour aider les propriétaires de maisons lézardées

Réf. : DAT-DET-2003-101

Attendu que la Ville a reçu une offre pour participer à un nouveau volet du Programme Rénovation Québec permettant à une municipalité de mettre en place son propre programme d'aide aux propriétaires de maisons dont les fondations présentent des lézardes à la suite de leur affaissement ;

Attendu que le programme Rénovation Québec – Ville de Lévis adopté par la Ville prévoit cette défectuosité au chapitre des travaux admissibles ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-47 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'appuyer le gouvernement du Québec dans sa demande d'aide financière auprès du gouvernement du Canada pour venir en aide aux propriétaires de maisons lézardées.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-94

Entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales concernant le versement d'une aide financière dans le cadre du projet de mise aux normes, modernisation et augmentation de la capacité de l'usine de traitement d'eau potable du secteur Saint-Romuald

Réf. : DAT-GEN-2003-074

Attendu la réalisation des travaux à l'usine d'eau potable du secteur Saint-Romuald;

Attendu la confirmation de l'octroi d'une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.2 du Programme travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-76 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec le Ministre des Affaires municipales et de la Métropole relative à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.2 du programme « Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 » concernant le projet de mise aux normes, modernisation et augmentation de la capacité de l'usine de traitement d'eau potable du secteur Saint-Romuald.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-95

Octroi de contrats concernant les travaux de pavage 2003

Réf. : DAT-GEN-2003-080

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant les travaux de pavage et réfection de trottoirs et bordures pour l'année 2003 ;

Attendu la recommandation du Service des approvisionnements ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-39 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder les contrats suivants :

- ? la réfection de trottoirs et bordures à Laval Construction inc. au coût de 800 443,97 \$, taxes incluses, aux prix indiqués à sa soumission, conformément au devis et à sa soumission, conditionnellement à l'approbation par le Ministre des Affaires municipales du Sport et du Loisir du règlement d'emprunt RV-2003-00-92 ;
- ? le pavage (parties A – B - C) à Les Entreprises Lévisiennes inc. au coût de 1 218 701,67 \$, taxes incluses, aux prix indiqués à sa soumission, conformément au devis et à sa soumission, conditionnellement à l'approbation par le Ministre des Affaires municipales du Sport et du Loisir du règlement d'emprunt RV-2003-00-92 ;

et de décréter l'ensemble de ces travaux de réfection de trottoirs et bordures ainsi que de pavage.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-96

Financement des travaux de réaménagement du bureau d'information touristique du parc des Chutes-de-la-Chaudière

Réf. : DAT-GEN-2003-088

Attendu les travaux à être exécutés dans le cadre du réaménagement du bureau d'information touristique du parc des Chutes-de-la-Chaudière ;

Attendu que le coût total du projet est évalué à 98 440,19 \$;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller André Hamel

De financer l'excédent du coût des travaux de réaménagement du bureau d'information touristique du parc des Chutes-de-la-Chaudière au montant de 40 040,19 \$ à même le surplus de l'ex-Ville de Charny.

Adoptée à l'unanimité

Le membre du Conseil Jeannot Demers quitte son siège

CV-2003-04-97

Autorisation de signature pour l'émission des permis et certificats

[Réf. : DAT-URB-2003-130](#)

Attendu l'embauche de Pierre-Luc Therrien à titre d'inspecteur en bâtiment pour une période maximale de 20 semaines ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-84 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'autoriser Pierre-Luc Therrien, inspecteur en bâtiment, à signer l'ensemble des certificats d'autorisation et des permis prévus aux règlements d'urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-98

Subvention à la Corporation de développement du Vieux-Lévis

[Réf. : DAT-URB-2003-142](#)

Attendu que la Corporation de développement du Vieux-Lévis a reçu une première tranche de subvention au montant de 30 000 \$ pour la réalisation de ses activités 2003 ;

Attendu qu'il y a lieu de verser la seconde tranche de subvention pour les mois de juillet à décembre ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'accorder à la Corporation de développement du Vieux-Lévis une subvention de 30 000 \$ pour la réalisation de ses activités couvrant les mois de juillet à décembre 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-04-99

Crédits additionnels pour la disposition et le traitement des matières dangereuses

[Réf. : RE-MR-2003-006](#)

Attendu que l'entreposage de matières dangereuses comporte des risques de contamination ;

Attendu que leur disposition doit être faite conformément aux normes environnementales;

Attendu qu'il est important de récupérer les espaces d'entrepôt pour les besoins du milieu;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-69 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'accorder des crédits additionnels de 10 000 \$ pour la disposition et le traitement des matières dangereuses entreposées dans les locaux de la Ville à même le poste de revenus 01-234-40-013 « Dépôt matériaux secs » et de les affecter au poste de dépenses 02-452-86-521 « Récupération résidus domestiques dangereux ».

Adoptée à l'unanimité

Le membre du Conseil Jeannot Demers reprend son siège.

CV-2003-05-00

Début du processus d'élaboration du Plan de gestion des matières résiduelles

[Réf. : RE-MR-2003-005](#)

Attendu que la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2) prévoit que le processus d'élaboration du plan de gestion des matières résiduelles débute par l'adoption d'une résolution à cette fin par le Conseil de la Ville dont avis est donné subséquemment dans un journal diffusé sur son territoire ;

Attendu l'entente intervenue avec la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière concernant la fourniture de services pour l'élaboration de ce plan;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-10 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De décréter le début du processus d'élaboration du Plan de gestion des matières résiduelles et de transmettre une copie de cette résolution au Ministre de l'Environnement, à la Communauté métropolitaine de Québec, aux Municipalités régionales de comté de la Nouvelle-Beauce, de Lotbinière et de Bellechasse.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-01

Octroi des contrats pour la fourniture de véhicules pour le Service des travaux publics

[Réf. : RE-EM-2003-008](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées pour la fourniture d'un chargeur sur pneus et de deux tracteurs bidirectionnels à quatre roues motrices avec équipements spécialisés ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder les contrats suivants :

- ✍ pour la fourniture d'un chargeur sur pneus Caterpillar 924G incluant l'option A (garde-boue), au prix de 151 169,30 \$, taxes incluses, à Hewitt Équipement ltée, au prix indiqué dans sa soumission, conformément au devis et à cette soumission ;
- ✍ pour la fourniture de deux tracteurs bidirectionnels à quatre roues motrices, une grappe Plessis et une souffleuse Pronovost, au coût total de 208 848,40 \$, taxes incluses, à Unicoop St-Anselme, aux prix indiqués dans sa soumission, conformément au devis et à cette soumission ;

et d'autoriser le Chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires aux transactions.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-02

Octroi de contrat pour la fourniture de véhicules pour les Services des travaux publics et des biens immobiliers

[Réf. : RE-EM-2003-009](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées pour la fourniture de deux fourgonnettes utilitaires allongées 4 X 2 et de deux camions châssis-cabine, six roues 4 X 4 pour les Services des travaux publics et des biens immobiliers ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder le contrat pour la fourniture de deux camions châssis-cabine, six roues 4X4, au coût total de 103 009,49 \$, taxes incluses et de deux fourgonnettes utilitaires allongées 4X2, au coût total de 68 899,97 \$, taxes incluses, à Martin Ford inc., aux prix indiqués dans sa soumission, conformément au devis et à cette soumission et d'autoriser le Chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires aux transactions.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-03

Octroi de contrat pour la fourniture de camionnettes pour le Service des travaux publics

Réf. : RE-EM-2003-006

Attendu que des soumissions ont été demandées pour la fourniture d'une fourgonnette pour le Service des approvisionnements et de six camionnettes pour le Service des travaux publics;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder le contrat pour la fourniture de quatre camionnettes 4X4 au coût total de 102 709,27 \$, taxes incluses, avec ajout de lumières, à Citadelle Chevrolet Oldsmobile Cadillac Ltée, aux prix indiqués dans sa soumission, conformément au devis et à cette soumission et d'autoriser le Chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires aux transactions.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-04

Octroi de contrat pour la fourniture du service d'entretien des terrains et pelouses de l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest

Réf. : RE-TP-2003-026

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant le contrat pour la fourniture du service d'entretien et pelouses de l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder le contrat pour l'entretien des terrains et pelouses de l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest, pour une période de trois ans, à Claire Blouin faisant affaires sous les nom et raison sociale de Blouin et Plante enr. :

- ✍ en supprimant l'item no 2 « entretien du gazon » ;
 - ✍ en diminuant les superficies de 50 000 mètres carrés pour les terrains sportifs et de 15 000 mètres carrés pour la tonte de gazon ;
- au coût estimé de 64 586,53 \$/année, taxes incluses, ces coûts étant indexés chaque année, aux prix indiqués dans sa soumission, conformément au devis et à cette soumission et de rejeter les contrats suivants puisqu'ils seront faits en régie :
- ✍ le contrat no 2 « fauchage »
 - ✍ le contrat no 3 « épandage des fertilisants »
 - ✍ le contrat no 4 « aération »
 - ✍ le contrat no 5 « entretien des terrains sportifs ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-05

Approbation du Règlement d'emprunt numéro 008-03 de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière

[Réf. : RE-2003-011](#)

Attendu que la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière doit procéder aux travaux requis pour l'utilisation du nouveau site d'enfouissement sanitaire, conformément au décret ministériel;

Attendu que la Régie a adopté le Règlement d'emprunt 008-03 pour permettre la réalisation de ces travaux;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-79 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'approuver le Règlement d'emprunt numéro 008-03 de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière décrétant la construction d'un étang de polissage, d'un réseau de captage et de traitement du biogaz et des travaux de recouvrement final des cellules complétées au lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon et décrétant un emprunt au montant de 2 586 000 \$ sur une période de 20 ans.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-06

Confirmation au ministère des Transports du Québec de l'utilisation de la Route Verte pour fin de subvention et crédits additionnels

[Réf. : RE-2003-014](#)

Attendu que la Ville désire se prévaloir du programme de subvention pour l'entretien de la Route Verte du ministère des Transports du Québec;

Attendu que le ministère des Transports du Québec requiert une résolution confirmant l'utilisation de la Route Verte;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-52 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De confirmer au ministère des Transports du Québec que les aménagements cyclables faisant l'objet de la demande de subvention pour l'entretien de la Route Verte située sur le territoire de la Ville sont mis librement et gratuitement à la disposition du public sur une distance de 42,5 kilomètres et qu'à cette fin, la Ville dispose du budget nécessaire, tel que prévu à l'état des coûts d'entretien annexé à la fiche de prise de décision RE-2003-014.

D'accorder des crédits additionnels de 9 927 \$ pour l'entretien de la Route Verte à même le poste de revenus 01-381-31-014 « Subvention à recevoir ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-07

Embauche d'un opérateur spécialisé en traitement de l'eau au Service de la gestion de l'eau

[Réf. : RE-GE-2003-005](#)

Attendu qu'un poste vacant d'opérateur spécialisé en traitement de l'eau doit être comblé de manière à maintenir le personnel requis aux usines de traitement Desjardins et Guilmour et ainsi se conformer au règlement hors cour intervenu suite au grief 04-01 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-09 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'embaucher Jacques Cyr à titre de salarié régulier à temps plein au poste d'opérateur spécialisé en traitement de l'eau au Service de la gestion de l'eau affecté aux usines de traitement d'eau du secteur Lévis et ce, aux conditions prévues à la convention collective de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-08

Mandat et subvention à Alliance-Jeunesse concernant le projet « l'Organisation jeunesse communautaire » (arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Est)

[Réf. : DVC-SOC-2003-021](#)

Attendu l'importance de poursuivre l'intervention auprès des adolescents présentant des difficultés sur le plan social dans l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière Est;

Attendu l'expertise de l'organisme Alliance-Jeunesse dans l'intervention jeunesse depuis plus de huit ans;

Attendu qu'il est opportun de maintenir ce service auprès de cette clientèle ;

Attendu que cet organisme est reconnu par la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-65 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De mandater Alliance-Jeunesse pour réaliser l'animation jeunesse communautaire dans les secteurs de Saint-Romuald (parc Lavoisier), Charny (parc Joffre) et Sainte-Hélène-de-Breakeyville (édifice de la Coulée) pour la période du 10 juin 2003 au 31 décembre 2003,

à raison de 4 185 heures d'intervention et de lui verser un montant de 60 000 \$ à titre de subvention dans le cadre du projet « l'Organisation jeunesse communautaire », selon les modalités de versement prévues à la fiche de prise de décision DVC-SOC-2003-021.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-09

Mandat et subvention à la Maison des Jeunes 13-18 de Saint-Nicolas pour le travail de milieu auprès des jeunes dans l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière Ouest

[Réf. : DVC-SOC 2003-025](#)

Attendu que les organismes jeunesse de l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest se sont concertés au chapitre de l'intervention auprès des adolescents présentant des difficultés sur le plan social ;

Attendu que ce projet-pilote parrainé par la Maison des Jeunes du secteur Saint-Nicolas préconise la prévention et l'intervention auprès de cette clientèle cible ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De mandater la Maison des Jeunes 13-18 de Saint-Nicolas pour la réalisation du projet de travail de milieu dans les secteurs de Saint-Nicolas, Saint-Rédempteur et Saint-Étienne-de-Lauzon pour la période du 15 juin au 30 août 2003 et de lui verser une subvention de 10 400 \$ à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-10

Subvention à Rues principales Saint-Romuald inc. pour l'activité « Pêche en ville »

[Réf. : DVC-SPO-2003-032](#)

Attendu que l'activité « Pêche en ville » est un événement reconnu par la Ville dont l'organisation est assurée par l'organisme Rues Principales Saint-Romuald inc.;

Attendu que cette activité est une activité familiale et rassembleuse pour la population ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-75 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De verser une subvention de 2 000 \$ à l'organisme Rues principales Saint-Romuald inc. pour la tenue de l'activité « Pêche en Ville » sur le territoire.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-11

Subventions aux associations sportives de soccer et de sports de balle

[Réf. : DVC-SPO-2003-024](#)

Attendu que la Ville reconnaît toutes les associations sportives de soccer et de balle que soutenaient les ex-Villes;

Attendu que la Ville appuie la réalisation d'activités de soccer et de balle pour l'ensemble de la population;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-15 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De verser les subventions suivantes aux organismes suivants :

- ✍ Association de soccer de St-Étienne-de-Lauzon inc., 7 472 \$;
- ✍ Association stéphanoise de baseball inc., 3 600 \$;
- ✍ Association du baseball mineur de Chaudière-Est, 1 800 \$;
- ✍ Association de soccer mineur de St-Jean-Chrysostome et de St-Romuald, 5 000\$;
- ✍ Association baseball mineur Desjardins (A.B.M.D.), 2 000 \$;
- ✍ Corporation du baseball mineur de St-Jean-Chrysostome, 3 900 \$;
- ✍ Association du soccer Chaudière-Ouest, 11 000 \$;
- ✍ Association des sports amateurs de balle de St-Rédempteur inc., 2 700 \$;
- ✍ Association de baseball mineur de Bernières, 4 000 \$.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-12

Subvention au club Tri-action de Lévis

[Réf. : DVC-SPO-2003-025](#)

Attendu que le club Tri-action de Lévis est un organisme reconnu par la Ville;

Attendu que le triathlon de Lévis contribue à la visibilité de la Ville sur le plan national et international;

Attendu que la tenue d'une telle compétition à Lévis a un effet d'entraînement dans la population pour la pratique sportive;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-48 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller André Hamel

De verser une subvention de 9 000 \$ au club Tri-action de Lévis pour la réalisation du championnat des Amériques de l'ultratriathlon qui aura lieu du 17 au 20 juillet 2003 sur le territoire.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-13

Subvention et cautionnement pour Festivent inc.

[Réf. : DVC-2003-017](#)

Attendu que l'organisme Festivent inc. organise depuis plusieurs années, au profit de la population de la rive-sud, une fête populaire;

Attendu que la Ville a avisé les responsables de son intention d'accorder à Festivent inc. la même collaboration financière et technique qu'en 2002.

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller André Hamel

De verser une subvention de 32 000 \$ à l'organisme Festivent inc. pour la tenue de ses activités, de se porter caution de cet organisme pour une somme maximale de 25 000 \$ pour une période se terminant le 30 septembre 2003 et de lui offrir le même support technique que celui offert en 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-14

Adoption de la politique de répartition des heures de glace pour les activités de hockey mineur, patinage artistique, patinage de vitesse et ringuette et fixation du prorata des heures de glace pour les organismes

[Réf. : DVC-SPO-2003-033](#)

Attendu que la Ville met à la disposition des organismes de hockey mineur, de patinage artistique, de patinage de vitesse et de ringuette, des équipements sportifs pour la réalisation de leurs activités;

Attendu que la Ville doit adopter une politique de répartition des heures de glace pour ces organismes;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'adopter la politique de répartition des heures de glace annexée à la fiche de prise de décision DVC-SPO-2003-033.

De fixer le prorata d'heures de glace pour la saison 2003-2004 et 2004-2005 à 3,07 heures par participant pour les organismes de hockey mineur, de patinage artistique, de patinage de vitesse et de ringuette.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-15

Fermeture temporaire de plusieurs rues pour le passage du Grand Prix Cycliste de Beauce

[Réf. : DVC-SPO-2003-028](#)

Attendu que pour la venue du Grand Prix Cycliste de Beauce sur le territoire de la ville, il y a lieu de procéder à la fermeture de rues pour assurer la sécurité des cyclistes et le bon déroulement de l'activité et ce, afin de répondre aux exigences de l'Union cycliste internationale ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De fermer temporairement les rues énumérées au tableau annexé à la fiche de prise de décision DVC-SPO-2003-028 selon ce qui y est prévu et d'interdire le stationnement dans chacune de ces rues du 16 juin au 18 juin 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-16

Subvention à Festivent inc. dans le cadre de la Fête nationale du Québec

[Réf. : DVC-2003-014](#)

Attendu la tradition des dernières années relativement à la tenue de la Fête nationale des Québécois et de sa très grande popularité auprès de la population ;

Attendu que les administrateurs de Festivent inc. entendent prendre la relève en organisant une fête d'envergure régionale ;

Attendu que le projet a été accepté par la Société nationale des Québécois ;

Attendu que la Ville a accordé en 2002 une subvention de 5 000 \$ ainsi que le support technique ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-23 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

D'accorder à Festivent inc. une subvention de 5000 \$ pour la réalisation de la Fête nationale du Québec au parc Champigny (secteur Saint-Jean-Chrysostome) et de lui fournir les services techniques requis dans le cadre de cet événement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-17

Financement des dépenses relatives à l'ameublement de la salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)

[Réf. : DVC-EQR-2003-007](#)

Attendu les besoins en ameublement de la salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-04-90 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De financer l'achat d'ameublement à la salle Étienne-Baillargeon (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon), tel qu'initialement prévu par l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (un réfrigérateur, deux micro-ondes, une armoire sur mesure pour le système de son) au coût estimé à 2 000 \$, taxes incluses, à même le surplus de cette ex-Municipalité.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-18

Financement des projets d'intervention dans les parcs

[Réf. : DVC-EQR-2003-010](#)

Attendu les ressources financières disponibles pour fins d'amélioration de parcs ;

Attendu que le processus d'estimation de différents projets n'est toutefois pas complété pour l'ensemble de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De financer les projets d'intervention dans les parcs de certains secteurs de la Ville et apparaissant au tableau annexé à la fiche de prise de décision DVC-EQR-2003-010 selon le mode de financement indiqué à celui-ci.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-19

Crédits additionnels pour les fouilles archéologiques au site Désy

[Réf. : DVC-ART-2003-011](#)

Attendu que les fouilles archéologiques réalisées sur le site Désy doivent être complétées avant la construction prochaine d'un complexe résidentiel ;

Attendu que le ministère de la Culture et des Communications a versé une subvention de 25 000 \$ à la Ville pour financer ces fouilles sur ce site d'une grande valeur archéologique ;

Attendu l'urgence des travaux à effectuer ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-18 ;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder des crédits additionnels de 25 000 \$ pour la fourniture de services professionnels en archéologie pour les fouilles archéologiques au site Désy à même le poste de revenus 01-381-72-002 « Subvention reçue du MCC pour fouilles archéologiques site Désy » et de les affecter au poste de dépenses 02-782-13-447 « Honoraires patrimoine ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-20

Crédits additionnels pour la Direction du Service de police

[Réf. : POL-2003-022](#)

Attendu que le renouvellement des contrats de fourniture de service d'appel d'urgence 9-1-1 pour l'exercice financier 2003 procure des revenus additionnels de 61 426 \$;

Attendu que l'application des conventions collectives de travail des policiers ainsi que certains contrats de service nécessitent des crédits supplémentaires;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-64 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder des crédits additionnels de 61 426 \$ à même les postes de revenus mentionnés à la fiche de prise de décision POL-2003-022 et de les affecter aux postes de dépenses indiqués à cette fiche de prise de décision.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-21

Octroi de contrat pour la fourniture du service de contrôle des animaux domestiques et la vente de licences de chiens

[Réf. : POL-2003-029](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant le contrôle des animaux domestiques et la vente de licences de chiens;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-12 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder le contrat pour la fourniture du service de contrôle des animaux domestiques et la vente de licences de chiens à Contrôle d'animaux domestiques inc., au prix de 20,24 \$ par licence, pour un coût estimé à 60 750 \$, taxes incluses, pour la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2003 et pour un coût estimé à 93 610 \$, taxes incluses, pour l'année 2004, additionné d'un coût de 40,26 \$, taxes incluses, pour le ramassage des animaux morts, conformément au devis et à sa soumission.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-22

Renouvellement du contrat intervenu avec la Municipalité de Saint-Louis-du-Ha!Ha! pour la fourniture du service d'urgence 9-1-1

[Réf. : POL-2003-032](#)

Attendu que la Municipalité de Saint-Louis-du-Ha!Ha! désire renouveler le contrat de fourniture de services d'urgence 9-1-1;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller André Hamel

De renouveler le contrat de fourniture du service de réponse 9-1-1 intervenu avec la Municipalité de Saint-Louis-du-Ha!Ha! pour la période du 3 juillet 2003 au 3 juillet 2004 et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer ce contrat.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-23

Subvention à la Commission scolaire des Navigateurs pour la brigade scolaire de l'arrondissement Desjardins

[Réf. : POL-2003-019](#)

Attendu que la Ville désire s'impliquer financièrement et supporter les brigades scolaires junior du territoire;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-26 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder une subvention de 4 700 \$ à la Commission scolaire des Navigateurs pour la brigade scolaire du secteur Desjardins, à l'attention de l'école St-Dominique représentant l'ensemble des écoles de cet arrondissement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-24

Fermeture temporaire de certaines rues pour la tenue de l'activité Village en arts (secteur Saint-Nicolas)

[Réf. : POL-2003-030](#)

Attendu que l'activité Village en arts se déroulera du 3 au 7 juillet 2003 au parc le Picart (secteur Saint-Nicolas) ;

Attendu qu'il y a lieu de procéder à la fermeture de rues afin d'assurer la sécurité du site ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De fermer temporairement les rues situées dans le quadrilatère entre la rue des Pionniers et la route Marie-Victorin pour la tenue de l'activité Village en arts du 3 au 7 juillet 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-25

Fermeture temporaire de l'avenue Bégin (secteur Lévis) pour la tenue de la fête annuelle de la Corporation de développement du Vieux-Lévis

[Réf. : POL-2003-036](#)

Attendu que l'activité «Le Vieux-Lévis en fête» a nécessité la fermeture de l'avenue Bégin, de la côte du Passage jusqu'à la rue la rue Saint-Thomas (secteur Lévis) afin d'assurer la sécurité du site ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller André Hamel

De ratifier la fermeture temporaire de l'avenue Bégin (secteur Lévis), à partir de la côte du Passage jusqu'à la rue Saint-Thomas, suite à la tenue de la fête annuelle de la Corporation de développement du Vieux-Lévis qui a eu lieu le samedi 7 juin 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-26**Nominations de capitaines à la Direction du service de la sécurité incendie**

[Réf. : INC-2003-004](#)

Attendu que Denis Labbé et Pierre Carrier ont complété avec succès la période de probation menant à leur nomination au poste de capitaine à la Direction du service de sécurité incendie ;

Attendu la recommandation du Directeur de la Direction du service de la sécurité incendie ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-24 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De nommer Denis Labbé et Pierre Carrier à titre de capitaines à la Direction du service de la sécurité incendie et ce, rétroactivement au 30 avril 2003, date de fin de leur période de probation.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-27**Nomination d'un aumônier à la Direction du service de la sécurité incendie**

[Réf. : INC-2003-002](#)

Attendu les situations difficiles que vivent les sinistrés et les pompiers lors d'un incendie entraînant des pertes de vie humaine ou de biens immobiliers ;

Attendu qu'il est opportun de se doter d'une ressource compétente pour apaiser les souffrances des citoyens et des pompiers ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-50 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller André Hamel

De nommer l'abbé Gilles Cloutier à titre d'aumônier de la Direction du service de la sécurité incendie.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-28**Désignation d'un chargé de projet pour l'établissement du schéma de couverture de risques**

[Réf. : INC-2003-005](#)

Attendu qu'en vertu de la *Loi sur la sécurité incendie* (L.Q. 2000, c. 20), la Ville doit établir, en conformité avec les orientations déterminées par le Ministre, un schéma de couverture de risques destiné à déterminer des objectifs de protection contre les incendies et les actions requises pour les atteindre ;

Attendu le protocole d'entente permettant à la Ville d'obtenir une subvention de 60 000 \$ en remboursement des dépenses encourues ;

Attendu que les officiers à temps partiel du service possèdent les qualifications requises pour accomplir le travail de chargé de projet pour le schéma de couverture de risques ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-51 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De nommer Réjean Pérusse, capitaine à temps partiel, à titre de chargé de projet pour l'établissement du schéma de couverture de risques tout en gardant son travail sur une base hebdomadaire de capitaine et de lui accorder une surprime de 25 \$/heure (375 \$ hebdomadairement) et ce, à même la subvention versée par le Ministère de la sécurité publique, pour une période de deux à trois ans selon la subvention à être versée et ce, à la condition que le Trésorier confirme que cette décision n'a aucun impact budgétaire.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-29

Contrat de travail à intervenir avec la superviseure du programme de tennis au Service des sports et du plein air

[Réf. : RH-2003-024](#)

Attendu l'embauche de Caroline Therrien à titre de superviseure au Service des sports et du plein air ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-80 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer le contrat de travail à intervenir avec Caroline Therrien, à titre de superviseure du programme de tennis au Service des sports et du plein air, pour la période du 10 mars 2003 au 30 octobre 2003, tel qu'annexé à la fiche de prise de décision RH-2003-024.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-30

Contestation de la requête introductive d'instance déposée par Denis Mallet concernant une réclamation de prestations d'assurance-salaire

Réf. : [RH-2003-028](#) et [RH-2003-036](#)

Attendu la requête introductive d'instance déposée à la Cour du Québec par Denis Mallet, policier, en regard de l'action en réclamation de prestations d'assurance-salaire ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De contester la requête introductive d'instance déposée à la Cour du Québec et portant le numéro 200-22-0204076-36, mettant en cause la Sun Life du Canada, partie défenderesse, et la Ville, mise en cause, concernant l'action en réclamation de prestations d'assurance-salaire dans le dossier de Denis Mallet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-31

Mandat confié aux avocates et avocats de la Direction des affaires juridiques et du greffe de représenter la Ville devant les tribunaux

Réf. : [AGR-AFJ-2003-008](#)
[AGR-AFJ-2003-026](#)

Attendu que dans un souci d'efficacité et d'efficience, il y a lieu de préciser le mandat des avocates et avocats de la direction des Affaires juridiques et du greffe en matière de représentation devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles et les modalités d'exercice de celui-ci dans certains cas ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-96 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De confier, sous l'autorité de la Directrice des Affaires juridiques et du greffe, aux avocates et avocats de cette Direction et plus particulièrement au Chef du service des affaires juridiques, aux avocates et avocats de ce Service et à ceux qui sont expressément mandatés, sans autre autorisation, le mandat de représenter la Ville devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans les cas suivants :

en demande :

- pour faire respecter un règlement, une résolution ou une ordonnance de la Ville ou une loi dont l'application peut relever de la Ville;
- pour faire respecter une entente ou un contrat auquel la Ville est intéressée;
- pour recouvrer une amende ou une somme due à la Ville;
- pour poursuivre en dommages et intérêts le responsable d'un préjudice causé à la Ville;

en défense :

- lorsque la Ville est défenderesse, intimée ou mise en cause;

en intervention :

- lorsqu'il est opportun pour la Ville d'intervenir dans un débat afin de faire valoir ses droits ou ses intérêts.

D'assujettir l'exercice de ce mandat à l'adoption d'une résolution d'autorisation du Comité exécutif ou du Conseil de la Ville, selon leur compétence, dans les cas suivants :

- en matière de cessation d'utilisation du sol ou d'une construction ou en matière de démolition ou l'exécution de travaux requis pour rendre l'utilisation du sol ou la construction conforme à la loi et aux règlements, lorsque ce recours est pris en vertu de l'article 227 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., chapitre A-19.1), lorsque la Ville est requérante;
- en matière de demande de reconnaissance pour fins d'exemption de taxes devant la Commission municipale du Québec;
- dans les cas d'opposition ou d'intervention de la Ville, pour cause de tranquillité publique, ou en matière de demande de révocation de permis d'alcool de la Régie des alcools, des courses et des jeux, lorsque la Ville est requérante ou intervenante;
- lorsqu'il y a lieu d'en appeler d'un jugement de première ou de deuxième instance, à moins d'une urgence reliée aux délais d'appel, sauf pour les jugements interlocutoires, pour les jugements de la Cour municipale ou en matière de contestation d'évaluation foncière;
- en matière de révision judiciaire, de mandamus ou d'injonction, lorsque la Ville est requérante;
- dans les cas de contestation judiciaire ou de litige à l'égard d'un événement antérieur au 1^{er} janvier 2002 et se rapportant à une ex-Ville.

D'assujettir également l'exercice de ce mandat à l'adoption d'une résolution d'autorisation du Comité exécutif ou du Conseil de la Ville, selon leur compétence, ou d'un règlement du Conseil de la Ville lorsque la Ville procède à une expropriation ou à l'imposition d'une réserve pour fins publiques.

De décréter qu'une irrégularité résultant du défaut de l'adoption d'une résolution d'autorisation ou d'un règlement peut être remédiée en tout temps.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-32

Acquisition de droits litigieux de Location GPC inc. dans le cadre du dossier judiciaire opposant la Ville à Jos Pelletier et Excavation Jos Pelletier inc. concernant un terrain contaminé (prolongement de la 5^{ième} Rue, secteur Saint-Romuald)

[Réf. : AGR-AFJ-2003-028](#)

Attendu que l'ex-Ville de Saint-Romuald a intenté contre Jos Pelletier et Excavation Jos Pelletier inc. (no dossier de la Cour supérieure : 200-05-014345-008) une action concernant la contamination de terrains constituant l'assiette du prolongement de la 5^{ième} Rue dans le parc industriel du secteur Saint-Romuald;

Attendu que la Ville considère qu'il est essentiel d'acquérir les droits de Location GPC dans ce litige à l'égard d'une partie des immeubles visés par cette action, qui sera éventuellement cédée à la Ville en vertu du contrat signé entre les parties le 7 janvier 2000;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'acquérir de Location GPC inc. ses droits dans le litige opposant la Ville à Jos Pelletier et Excavation Jos Pelletier inc. (Cour supérieure, dossier no 200-05-014345-008), concernant la contamination du terrain constituant le prolongement de la 5^e Rue située dans le parc industriel du secteur Saint-Romuald, selon les termes de l'acte de vente de droits litigieux annexé à la fiche de prise de décision AGR-AFJ-2003-028 et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-33

Dépôt du certificat d'enregistrement pour les règlements suivants :

- ? **Règlement RV-2003-01-01 décrétant la fourniture et la mise en service des équipements de réfrigération pour la fabrication de la glace de l'aréna André-Lacroix (secteur Lévis) et de l'aréna du secteur Saint-Romuald ainsi qu'un emprunt ;**
- ? **Règlement RV-2003-01-02 décrétant des honoraires professionnels concernant la confection d'un plan directeur des parcs industriels et espaces technologiques ainsi qu'un emprunt ;**
- ? **Règlement RV-2003-01-05 décrétant l'acquisition des lots 2 381 912 et 2 381 809 du cadastre du Québec (rue des Générations, secteur Charny) et des travaux de réhabilitation du site ainsi qu'un emprunt ;**
- ? **Règlement RV-2003-01-06 décrétant la dépense nécessaire au paiement des coûts relatifs à la mise en œuvre du programme Rénovation Québec – Ville de Lévis ainsi qu'un emprunt.**

Le certificat d'enregistrement concernant les règlements RV-2003-01-01, RV-2003-01-02, RV-2003-01-05 et RV-2003-01-06 est déposé.

CV-2003-05-34

Modification au Règlement RV-2003-00-93 décrétant des travaux de conversion des données du rôle et mise à niveau du progiciel d'évaluation Munigest File Pro de PG Systèmes d'information ainsi qu'un emprunt

[Réf. : AGR-GRE-2003-014](#)

Attendu qu'un règlement d'emprunt peut être modifié par résolution qui ne requiert aucune approbation lorsqu'elle ne change pas l'objet de l'emprunt et n'augmente pas la charge des contribuables ;

Attendu qu'il y a lieu de remplacer l'article 2 du Règlement RV-2003-00-93 décrétant des travaux de conversion des données du rôle et mise à niveau du progiciel d'évaluation Munigest File Pro de PG Systèmes d'information ainsi qu'un emprunt.

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller André Hamel

De modifier le Règlement RV-2003-00-93 décrétant des travaux de conversion des données du rôle et mise à niveau du progiciel d'évaluation Munigest File Pro de PG Systèmes d'information ainsi qu'un emprunt, par le remplacement de l'article 2 par le suivant :

« 2. **Emprunt**

Pour l'application du présent règlement, le Conseil décrète une dépense n'excédant pas la somme de 799 700 \$, tel qu'il appert de l'estimation produite en annexe « A ».

Pour payer cette dépense, le conseil décrète un emprunt n'excédant pas la somme de 799 700 \$, d'un terme de cinq ans. ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-35

Retrait du Projet de règlement modifiant le Règlement numéro V-768 concernant le zonage de l'ex-Ville de Charny (rue des Grèbes)

[Réf. : DAT-URB-2003-117](#)

Attendu les commentaires et préoccupations soulevés lors de l'assemblée de consultation tenue le 16 avril 2003 par le Conseil d'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Est sur le Projet de règlement modifiant le règlement numéro V-768 concernant le zonage de l'ex-Ville de Charny ;

Attendu la recommandation du Service de l'urbanisme ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-46 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De retirer le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro V-768 concernant le zonage de l'ex-Ville de Charny ayant pour objet d'agrandir la zone résidentielle H-703 à même une partie de la zone résidentielle H-707.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-36

Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (rue du Rocher)

Le Maire désigne le membre du Conseil de la Ville Béatrice Demers pour expliquer le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Nicolas et entendre les personnes et organismes qui désirent s'exprimer.

Le membre du Conseil Béatrice Demers tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Elle explique le Projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Environ 20 personnes sont présentes. Personne ne prend la parole.

Elle mentionne également que ce Projet de règlement ne contient pas de dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire.

CV-2003-05-37

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (rue du Rocher)
[Réf. : DAT-URB-2003-084](#)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet de créer la zone « H-338 » à même une partie de la zone P-319 et d'insérer la nouvelle zone au tableau I – Usages et bâtiments principaux permis par zone, pour permettre l'usage « habitation bifamiliale isolée (121) » et au tableau II – Normes d'implantation des bâtiments principaux par zone.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-38

Adoption du Second projet règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (rue du Rocher)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Second projet règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-04-43.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-39

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Nicolas (rue Thé-des-Bois)

[Réf. : DAT-URB-2003-067](#)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet de modifier la carte II « Grandes affectations du sol et équipements communautaires » du Règlement numéro 093 - Plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Nicolas pour l’agrandissement de l’affectation du sol « résidentielle » à même une partie de l’affectation « commerciale ».

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-40

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Nicolas (rue Thé-des-Bois)

[Réf. : DAT-URB-2003-067](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-34 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D’adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 093 – plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-05-41

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l’ex-Ville de Saint-Nicolas (rue Thé-des-Bois)

[Réf. : DAT-URB-2003-067](#)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l’ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet de modifier la carte 4/7 « Plan de zonage » du Règlement de zonage numéro 094 de l’ex-Ville de Saint-Nicolas permettant l’agrandissement de la zone résidentielle H-222 à même une partie de l’actuelle zone commerciale C-223 pour la construction d’habitation unifamiliale isolée.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-42

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (rue Thé-des-Bois)

[Réf. : DAT-URB-2003-067](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-34 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-43

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière (secteur Normandie du secteur Saint-Nicolas)

[Réf. : DAT-URB-2003-047](#)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière.

Ce règlement a pour objet de modifier la carte 2 « Les grandes affectations » afin d'agrandir le périmètre urbain dans le secteur Normandie de l'ex-Ville de Saint-Nicolas conformément à la décision # 323638 de la Commission de protection du territoire agricole du Québec qui ordonne l'exclusion de la zone agricole des lots ou parties de lots 77-197, 77-199, 77-200, 78-70, 79-144, 79-145, 79-146, 79-147, 79-148, 79-149, 85-128, 85-129, 85-130, 85-131, 85-132, 85-133, 85-134, 86-10, 86-23, 86-24, 86-30, 86-31, 86-32, 657-53 et 657-54 d'une superficie approximative de 5 970 mètres carrés, le tout du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Nicolas.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-44

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière (secteur Normandie du secteur Saint-Nicolas) et demande à la Commission consultative d'urbanisme et d'aménagement de tenir une assemblée de consultation sur ce projet de règlement

[Réf. : DAT-URB-2003-047](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-42 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière, incluant le document d'accompagnement prévu à l'article 48 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1) tel qu'annexé à la FPD DAT-URB-2003-047.

De demander à la Commission consultative d'urbanisme et d'aménagement de tenir une assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière et de décréter que pour les fins cette consultation la Commission sera présidée par le maire Jean Garon et des quatre membres du Conseil de Ville Béatrice Demers, Danielle Roy Marinelli, André Hamel, et Jocelyn Olivier.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-45

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (nouveaux usages)

[Réf. : DAT-URB-2003-087](#)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet d'ajouter à la classe d'usages «44. Éducation» les sous-classes «D- École de véhicules de promenade, d'art et lettre» et «E – Autre éducation professionnelle spécialisée» et, ce pour les zones Cb-4 et Cm-7.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-46

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (nouveaux usages)

[Réf. : DAT-URB-2003-087](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-43 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-47

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 251-89 – plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Romuald (rue Bisson)

[Réf. : DAT-URB-2003-085](#)

Le conseiller Alain Lemaire donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement 251-89 – plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Romuald.

Ce règlement a pour objet de modifier la carte no 2 « Affectations du sol » de l’article 2 du Règlement 251-89 - Plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Romuald pour modifier la localisation de l’immeuble situé au 505, rue Bisson de l’affectation résidentielle forte densité à l’affectation résidentielle faible densité.

De plus, le conseiller Alain Lemaire demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-48

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement 251-89 – plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Romuald (rue Bisson)

[Réf. : DAT-URB-2003-085](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-44 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller André Hamel

D’adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement 251-89 – plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Romuald.

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-05-49

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l’ex-Ville de Saint-Romuald (rue Bisson)

[Réf. : DAT-URB-2003-085](#)

Le conseiller Alain Lemaire donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l’ex-Ville de Saint-Romuald..

Ce règlement a pour objet de modifier la carte 2/4 du plan de zonage mentionnée à l’article 5 du Règlement 273-90 sur le zonage pour inclure l’emplacement de l’immeuble situé au 505, rue Bisson à l’intérieur de la zone 211.

De plus, le conseiller Alain Lemaire demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-50**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue Bisson)**

[Réf. : DAT-URB-2003-085](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-44 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-51**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement relatif à l'émission des permis et certificats ainsi qu'à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction numéro 203 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (avenue Boutin)**

[Réf. : DAT-URB-2003-081](#)

Le conseiller Jocelyn Olivier donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement relatif à l'émission des permis et certificats ainsi qu'à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction numéro 203 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

Ce règlement a pour objet d'inclure la zone H-508 à la liste des zones d'exception situées à l'intérieur du périmètre d'urbanisation pour l'émission de permis de construction malgré l'absence des services d'aqueduc et d'égout sanitaire ou unitaire.

De plus, le conseiller Jocelyn Olivier demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-52**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement relatif à l'émission des permis et certificats ainsi qu'à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction numéro 203 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (avenue Boutin)**

[Réf. : DAT-URB-2003-081](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-06-45 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement relatif à l'émission des permis et certificats ainsi qu'à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction numéro 203 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-53

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant une dépense pour l'acquisition de véhicules pour la Direction du service de police ainsi qu'un emprunt

[Réf. : RE-EM-2003-004](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant une dépense pour l'acquisition de véhicules pour la Direction du service de police ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter une dépense pour l'acquisition de véhicules pour le Service de police ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 400 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 5 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-54

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant des travaux supplémentaires de prolongement de l'émissaire Charny-Sud ainsi qu'un emprunt

[Réf. : DAT-GEN-2003-073](#)

Le conseiller Alain Lemaire donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant des travaux supplémentaires de prolongement de l'émissaire Charny-Sud ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter des travaux supplémentaires dans le cadre du projet de prolongement de l'émissaire Charny-Sud à savoir l'ajout d'un bassin aéré au poste de relèvement principal et la mise en place d'une couverture sur le premier réacteur de l'usine d'épuration des eaux de Charny-Sud ainsi qu'un emprunt n'excédant pas 428 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 20 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur l'immeuble situé sur le lot 256-60-NS du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome (matricule 4573-78-3880).

De plus, le conseiller Alain Lemaire demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-55

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant des travaux concernant l'élaboration d'un système de gestion des infrastructures ainsi qu'un emprunt

[Réf. : DAT-GEN-2003-028](#)

La conseillère Isabelle Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant des travaux concernant l'élaboration d'un système de gestion des infrastructures municipales ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter des travaux concernant l'élaboration d'un système de gestion des infrastructures municipales ainsi qu'un emprunt n'excédant pas 909 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, la conseillère Isabelle Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-56

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant des travaux de réaménagement de la maison de la musique Bernard-Bonnier ainsi qu'un emprunt

[Réf. : DAT-GEN-2003-087](#)

La conseillère Lise Brochu-Asselin donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant des travaux de réaménagement de la maison de la musique Bernard-Bonnier ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter des travaux de réaménagement de la maison de la musique Bernard-Bonnier (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt n'excédant pas 523 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, la conseillère Lise Brochu-Asselin demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-57

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement imposant un tarif aux fins de financer le service centralisé d'appels d'urgence (9-1-1) de la Ville

[Réf. : POL-2003-009](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement imposant un tarif aux fins de financer le service centralisé d'appels d'urgence (9-1-1) de la municipalité.

Ce règlement a pour objet d'imposer un tarif aux fins de financer le service centralisé d'appels d'urgence 9-1-1 de la Ville et d'abroger toute autre disposition incompatible avec une disposition du présent règlement et édictée par un règlement ou une résolution

d'une municipalité mentionnée à l'article 5 de la Charte de la Ville de Lévis (L.Q. 2000, ch. 56).

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-58

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement RV-2003-00-86 décrétant des travaux dans le cadre du programme Agir, volet Habitation (Accès Logis et Logement Abordable) du gouvernement du Québec ainsi qu'un emprunt

[Réf. : DAT-DET-2003-122](#)

Le conseiller Jeannot Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement RV-2003-00-86 décrétant des travaux dans le cadre du programme Agir, volet Habitation (Accès Logis et Logement Abordable) du gouvernement du Québec ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet d'apporter des modifications à la liste des acquisitions des terrains apparaissant à l'annexe « A » du Règlement RV-2003-00-86 décrétant des travaux dans le cadre du programme Agir, volet Habitation (Accès Logis et Logement Abordable) du gouvernement du Québec.

De plus, le conseiller Jeannot Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-59

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement RV-2003-00-79 concernant la création d'un programme Rénovation Québec – Ville de Lévis

[Réf. : DAT-DET-2003-115](#)

Le conseiller Pierre Brochu donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement RV-2003-00-79 concernant la création d'un programme Rénovation Québec – Ville de Lévis.

Ce règlement a pour objet de remplacer le plan 9 de l'annexe 1 du Règlement RV-2003-00-79 concernant la création d'un programme Rénovation Québec – Ville de Lévis afin d'apporter des modifications au territoire visé par ce programme.

De plus, le conseiller Pierre Brochu demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-60

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement permettant l'octroi de tout permis requis pour la construction d'un centre de la petite enfance (chemin Saint-Joseph, secteur Saint-Nicolas)

[Réf. : DAT-URB-2003-138](#)

La conseillère Béatrice Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement permettant l'octroi de tout permis requis pour la construction d'un centre de la petite enfance (chemin Saint-Joseph, secteur Saint-Nicolas).

Ce règlement a pour objet de permettre à certaines conditions l'octroi de tout permis requis pour la construction d'un centre de la petite enfance sur le lot 3 059 104 en regard des dispositions de la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance du Québec* (chap. C-8.2).

De plus, la conseillère Béatrice Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-61

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant l'acquisition de véhicules légers, lourds ainsi que des machineries et équipements pour la Direction de la vie communautaire et les Services des travaux publics, des approvisionnements, de la gestion de l'eau et de la sécurité incendie et d'un système de gestion des carburants ainsi qu'un emprunt

[Réf. : RE-EM-2003-005](#)

Le conseiller Jeannot Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant l'acquisition de véhicules légers, lourds ainsi que des machineries et équipements pour la Direction de la vie communautaire et les Services des travaux publics, des approvisionnements, de la gestion de l'eau et de la sécurité incendie et d'un système de gestion des carburants ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter l'acquisition de véhicules légers, lourds ainsi que des machineries et équipements pour la Direction de la vie communautaire et les Services des travaux publics, des approvisionnements, de la gestion de l'eau et de la sécurité incendie et d'un système de gestion des carburants ainsi qu'un emprunt n'excédant pas 2 873 806 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 10 ans remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, le conseiller Jeannot Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-62

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant l'acquisition de véhicules légers, lourds ainsi que des équipements pour la Direction de la vie communautaire et les Services des travaux publics, des approvisionnements, de la gestion de l'eau et de la sécurité incendie ainsi qu'un emprunt

[Réf. : RE-EM-2003-005](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant l'acquisition de véhicules légers, lourds ainsi que des équipements pour la Direction de la vie communautaire et les Services des travaux publics, des approvisionnements, de la gestion de l'eau et de la sécurité incendie ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter l'acquisition de véhicules légers, lourds ainsi que des équipements pour la Direction de la vie communautaire et les Services des travaux publics, des approvisionnements, de la gestion de l'eau et de la sécurité incendie ainsi qu'un emprunt n'excédant pas 912 710 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 5 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-05-63

Adoption et dispense de lecture du Règlement sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes

[Réf. : AGR-AFJ-2003-022](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes a été demandée lors de la séance tenue le 12 mai 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-46 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-08 sur la tarification pour certains biens, services et activités de la Ville et sur les frais exigés pour les fausses alarmes et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-64

Adoption et dispense de lecture du Règlement décrétant des honoraires professionnels et des travaux pour l'exécution d'une partie du plan d'action de la planification stratégique des technologies de l'information

[Réf. : FIN-TI-2003-006](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement décrétant des honoraires professionnels et des travaux pour l'exécution d'une partie du plan d'action de la planification stratégique des technologies de l'information a été demandée lors de la séance tenue le 12 mai 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-05-37 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-09 décrétant des honoraires professionnels et des travaux pour l'exécution d'une partie du plan d'action de la planification stratégique des technologies de l'information et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-65

Adoption et lecture du Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (usages discothèques, bars et restaurants avec spectacles, zone 312)

[Réf. : AGR-GRE-2003-013](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'adopter le Règlement RV-2003-01-10 modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald, tel que lu par la Greffière.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-66

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (Les Boisés de Saint-Rédempteur)

[Réf. : AGR-GRE-2003-012](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur a été demandée lors de la séance tenue le 15 avril 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-11 modifiant le Règlement 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-03-47.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-05-67

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière (zones prioritaires d'aménagement)

[Réf. : DAT-URB-2003-147](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière a été demandée lors de la séance tenue le 3 mars 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'accorder dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-12 modifiant le Règlement 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-01-47.

Adoptée à l'unanimité

Le Maire quitte son siège et la présidence de la séance est assumée par le Maire suppléant Alain Lemaire.

Le Maire reprend son siège avant la fin du vote sur la résolution suivante :

CV-2003-05-68

Une décentralisation des pouvoirs vers les arrondissements pour recentrer l'action sur le citoyen

Attendu que la *Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (Loi 170) définit les compétences particulières de la Ville ainsi que celles des Conseils d'arrondissement ;

Attendu que l'article 85 de cette loi stipule que les arrondissements peuvent exercer leurs compétences dans les domaines suivants, l'urbanisme, la prévention en matière de sécurité incendie, l'enlèvement des matières résiduelles, le développement économique local, communautaire, culturel et social, la culture, les loisirs et les parcs d'arrondissement et la voirie locale ;

Attendu que le Conseil municipal s'est prévalu de l'article 68 de cette loi pour limiter les pouvoirs des arrondissements à des points précis à une partie seulement du volet relié à l'urbanisme (dérogations mineures et plans d'intégration architecturaux) ;

Attendu que cette centralisation des pouvoirs a des effets directs sur la desserte des services aux citoyens et l'organisation démocratique des arrondissements ;

Attendu le projet de loi numéro 1 déposé par le Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir sur la réorganisation administrative de certaines municipalités et modifiant diverses dispositions législatives ;

Attendu que le projet de loi stipule que toute municipalité peut transmettre au Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir une proposition contenant les modifications visant à réorganiser l'administration de ses affaires à l'égard de tout ou partie de son territoire ;

Attendu que le greffier de la Ville doit transmettre au plus tard le 1^{er} octobre 2003 une proposition accompagnée d'une résolution ;

Attendu que l'impatience et l'insatisfaction des citoyens et citoyennes sur l'ensemble du territoire de la Ville de Lévis se manifestent de plus en plus ;

Attendu que, dans un contexte de mouvements de défusion, des solutions alternatives doivent être présentées à la population dans les meilleurs délais afin de lui proposer un milieu de vie municipal adapté à ses besoins ;

Attendu qu'il est urgent de réfléchir sur le type d'organisation au sein des arrondissements et de la Ville dont nous voulons nous doter pour assurer l'avenir de notre ville ;

Attendu qu'il y a lieu de donner à la Ville de Lévis une dimension humaine centrée sur ses citoyens par la valorisation de l'engagement civique et communautaire ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier

Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Que ce Conseil mandate le Directeur général de la Ville afin de préparer et déposer au Conseil municipal dans les meilleurs délais divers scénarios visant à une décentralisation réelle des pouvoirs vers les arrondissements.

Que le nouveau cadre de décentralisation retenu par le Conseil municipal, à la suite des scénarios déposés par le Directeur général, fasse l'objet de consultations dans chacun des arrondissements d'ici le 12 septembre 2003.

Qu'une proposition adoptée par le Conseil municipal à l'issue de ces consultations, accompagnée d'une résolution, soit déposée au Ministre des Affaires municipales du Sport et du Loisir au plus tard le 1^{er} octobre 2003 tel que prévu dans le projet de loi numéro 1.

Le Maire suppléant appelle le vote

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Philippe Laberge et Gilles Lehouillier.

Ont voté contre : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Rejetée.

CV-2003-05-69

Période d'intervention des membres du Conseil

Procès-verbal de la séance ordinaire du 09-06-2003

Quelques membres du Conseil prennent la parole.

CV-2003-05-70

Période de questions

Quelques personnes prennent la parole.

CV-2003-05-71

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

De lever la séance à 23h05.

Adoptée à l’unanimité

Jean Garon, maire

Danielle Bilodeau, greffière